

Lien social : la diversité des initiatives

- La Courneuve, les médecins de retour à l'école

En Seine-Saint-Denis, une expérimentation est menée par La Courneuve pour prendre en charge la médecine scolaire. Une convention a été signée avec l'État afin que les médecins du centre municipal de santé interviennent dans les établissements scolaires de la Ville, alors qu'il n'y avait plus de médecine scolaire depuis 5 ans.

Plusieurs éléments à retenir de cet exemple :

- Quand on veut, on peut ! La Ville de la Courneuve y est arrivée très rapidement.
- Un effet attractif : le fait d'avoir « réinjecté » des médecins dans l'école a amené tous les autres acteurs du champ sanitaire et social à s'intéresser à La Courneuve et à y venir.
- En matière de transversalité, cela permet de traiter de problématiques éducatives, notamment en matière de prévention mais aussi de détection des problématiques de santé, comme les troubles dys, qui ont un impact direct sur les problématiques scolaires. Cela se fait en lien avec la communauté éducative, en lien avec le PRE (programme de réussite éducative) pour, le cas échéant, mettre en place des accompagnements adaptés, sous couvert de la confidentialité avec toute une équipe pluridisciplinaire.

- A Marseille le Lieu de Répit

Le lieu de répit, pour un accueil des personnes en situation de crise psychique dans un espace non médicalisé. Il fonctionne en approche communautaire. L'accent est mis sur les qualités des interactions personnelles « *Pour le chercheur Umberto Cao, anthropologue*, cette démarche reflète « un questionnement social, pas uniquement clinique. Tout le monde peut être une aide, pas seulement les professionnels de santé. »* Un groupe national est en train d'être créé avec l'objectif de généraliser le projet.

<https://www.idpsychologues.fr/actualites/au-lieu-de-repit-s-appuyer-sur-la-communaute-pour-sortir-de-la-crise>

** au sein de l'équipe de recherche de l'Assistance publique - Hôpitaux de Marseille (APHM) qui suit ce projet*

- Sur le territoire français : Les Bus Santé itinérants

Équipés par la Croix Rouge., ils ont à leur bord une équipe médicale avec médecin et infirmier, qui part à la rencontre d'une population en souffrance sur le plan médical et /ou social... Le bus santé propose une prise en charge adaptée aux besoins de la personne tant sur le plan de l'éducation à la santé, de la prévention, du diagnostic que des soins. Il peut participer à des actions de santé publique. Il peut aborder aussi la situation sociale de la personne. Une offre de soins mobile, gratuite : <https://app.conseil-refondation.fr/event/contributions/1184>

- Les villes lentes comme Le Haillan avec le lien social comme base de santé d'un territoire :

Le travail porte sur les réaménagements des espaces publics, pour que l'ensemble des publics les plus faibles que ce soient les enfants ou les personnes à mobilité réduite par exemple puissent se réapproprier l'espace public (limitation à 30 km/h, pistes cyclables...). Le prochain projet de place publique est en centre-ville du Haillan, avec deux axes majeurs : l'adaptation au changement climatique (végétalisation, îlot de fraîcheur, eau potable sur l'espace public...), et la sérénité en créant des espaces de rencontre où les gens puissent venir sans un but particulier, hormis celui d'être dans un espace qui puisse être partagé.

-Alimentation : les projets alimentaires territoriaux (PAT), les AMAP et la sécurité sociale de l'alimentation

Les circuits courts sont une manière de retisser du lien entre les individus, avec les producteurs, notamment par des marchés de pays, des filières ultra-courtes et la vente directe. Avec également un enjeu de santé à travers une alimentation de qualité.

A titre d'exemple

-Le Conseil départemental de l'Allier travaille sur un projet alimentaire départemental, avec l'objectif de sensibiliser à la qualité de ce que l'on mange et surtout à favoriser le circuit court.

-En Isère, le dispositif des paniers solidaires : partenariat entre l'AMAP, un organisme social et des financeurs (la CAF et la MSA) se développe depuis 2020 dans les AMAP. Ce dispositif permet à des personnes en situation de précarité alimentaire d'accéder à des paniers de légumes à prix réduit. Un dispositif qui peut être développé dans les AMAP qui le souhaitent.

-Dans la Drôme, les Marchés à 3 prix pour rendre accessible une alimentation de qualité à tout le monde, y compris aux petits budgets. Les producteurs fixent un prix qui leur permet de vivre de leur métier. Et ensuite les clients peuvent choisir, selon leurs moyens, entre trois prix.

Avec l'expérimentation d'une sécurité sociale de l'alimentation : à la fin du marché, s'il y a du surplus, cela ne va pas dans la poche des producteurs mais dans une caisse « sécurité alimentaire », qui permet de pérenniser les prix accessibles. Une prochaine fois, s'il y a plus de clients qui ont choisi des prix accessibles, le producteur peut compléter en prenant dans cette caisse pour obtenir sa rémunération juste. *« C'est ainsi que se sont engagés concrètement nos arrière-grands-parents, quand ils expérimentaient la sécurité sociale, avant qu'elle soit généralisée en 1946 ».*

Le cartable des compétences psychosociales : IREPS Pays de la Loire

Le cartable des compétences psychosociales est un site ressource évolutif qui s'adresse aux équipes éducatives du milieu scolaire pour leur permettre de renforcer les compétences psychosociales des enfants et pré-adolescents de 8 à 12 ans. Dix compétences sont visées :

- Savoir résoudre les problèmes / Savoir prendre les décisions
- Avoir une pensée créative / Avoir une pensée critique
- Savoir communiquer efficacement / Être habile dans les relations interpersonnelles
- Avoir conscience de soi / Avoir de l'empathie pour les autres
- Savoir gérer son stress / Savoir gérer ses émotions

www.cartablecps.org

<https://www.mindfulness-at-work.fr/fr/bien-etre-travail-gem/bien-etre-travail-chaire-gem-grenoble-ecole-management>

-Les services du Département et la maison de santé de Pontarlier, main dans la main

La coopération public/privé est une réalité qui a débuté il y a un an à la maison de santé Simone-Veil de Pontarlier. Objectif : améliorer la prise en charge et le suivi de patients en situation difficile. Depuis l'ouverture de la nouvelle maison de santé en septembre 2019, une « fiche navette » est ainsi proposée par la direction des solidarités humaines du Haut-Doubs du Département pour établir un lien avec les praticiens et avancer ensemble sur la situation de certains patients. « Une démarche qui ne se fait jamais sans leur consentement », précisent les infirmiers coordonnateurs qui s'occupent de la mise en œuvre du dispositif et de son suivi. « Nous avons un logiciel en partage avec ces fiches qui permettent à toute l'équipe (médecins, infirmiers, ostéopathe, sage-femme, diététicienne...) d'être au courant et d'avoir un vrai suivi du patient. C'est un gage de qualité ».

- <https://www.vudoudoubs.fr/les-services-du-departement-et-la-maison-de-sante-de-pontarlier-main-dans-la-main/>

- Création d'un centre de régulation commun dans le Lot-et-Garonne

La création de centre a été possible grâce à la coopération entre le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS), l'Agence régionale de santé (ARS), l'hôpital et le Département pour assurer une prise en charge médicale des personnes malgré la désertification médicale.

Le SAMU et l'ARS sont physiquement présents au sein du SDIS et des médecins libéraux régulent les services d'accès aux soins. Ils aident les populations à trouver, le cas échéant, un rendez-vous médical.

En parallèle, le SDIS a mis en place des véhicules légers infirmiers. Financés par l'ARS et le département, est constitués de volontaires infirmiers volontaires ils sont habilités à prodiguer des premiers soins dans le cadre d'un diagnostic protocolisé entre le SDIS et le SAMU.

Cette expérimentation se développe dans d'autres territoires mais elle ne résout par la cause du problème. Elle permet de gérer les conséquences en attendant les solutions structurelles, à savoir politiques.

- Recrutement de médecins en Saône-et-Loire

Le conseil départemental de Saône-et-Loire, pour pallier le manque de médecins sur le territoire, décide, en 2017, de créer des centres de santé et de directement recruter en leur sein des médecins généralistes et spécialistes. Ce sont plus de 70 professionnels répartis selon les besoins territoriaux.

- Le département du Var contre l'isolement...

Depuis plus de trois ans, le département du Var a choisi d'investir sur des moyens humains afin de pallier la baisse du nombre d'assistants familiaux. Cette désaffection était essentiellement due à leur sentiment d'isolement sources de difficultés en termes de santé mentale et physique. Face à ce manque de liaison entre ces familles d'accueil, le Département a mis en place un service chargé d'organiser ce lien entre les familles d'accueil et de faire en sorte de casser cet isolement. Les assistants familiaux se sentent ainsi partie intégrante d'une équipe, au service de l'épanouissement des enfants confiés.

...et dans la prévention des conflits

Avec l'impact du changement climatique et la raréfaction de l'eau sur le territoire, le Département a choisi d'intervenir, en amont, dans un rôle d'amélioration du lien, de concertation, entre les acteurs du territoire avec le projet Var Eau 2050. Le Département se positionne en acteur facilitant pour prévenir les tensions d'usages entre les acteurs au profit d'une gestion de l'eau qui se fasse au profit de l'intérêt général.

<https://var.fr/var-eau-2050>

-Blagnac s'engage contre l'exclusion numérique.

Pour éviter l'exclusion numérique, accompagner les personnes qui en ont besoin et pallier le sentiment d'abandon d'une partie de la population, la commune a créé un espace de médiation numérique en centre-ville dans lequel les usagers sont physiquement reçus. Des ateliers sont également animés dans ce lieu et dans les quartiers. L'idée est de maintenir du lien contre l'exclusion numérique et de parier sur les différents canaux (physiques, téléphoniques et numériques) d'interactions avec l'administration.

<https://www.mairie-blagnac.fr/au-quotidien/espace-numerique-germaine-chaumel>

- À Nantes métropole, une politique de santé globale

Depuis juin 2023 Nantes Métropole a adopté une politique de santé globale laquelle associe santé des individus et des milieux de vie. La santé est un indicateur premier des externalités positives du développement territorial et devient un axe présent dans toutes les politiques.

<https://metropole.nantes.fr/territoire-institutions/nantes-metropole/competences/politique-sante-metropolitaine>

- Les Pyrénées Orientales se soucient des personnes âgées...

Pallier le manque de logements pour les saisonniers et permettre aux personnes âgées d'avoir une compagnie, c'est le dispositif mis en place par des collectivités locales des Pyrénées orientales. Elles louent directement des chambres chez des personnes âgées pour accueillir les saisonniers. Les personnes âgées bénéficient ainsi d'une présence et de revenus supplémentaires. Le territoire peut recevoir les personnels nécessaires à l'activité touristique.

...Comme à Valenciennes

La ville de Valenciennes, en partenariat avec une auto-école locale, assure la mobilité des séniors isolés. Pour un euro ils sont transportés. Cela leur permet de côtoyer d'autres personnes au quotidien notamment des jeunes et sortir de leur isolement.

<https://www.leparidesterritoires.org/post/valenciennes-une-auto-ecole-comme-taxi-pour-seniors>

-Les petites cantines construisent des liens

« En 2013, mon mari décède dans un accident de la route et l'un de mes enfants est dans le coma. Il s'en sort. Un élan de solidarité spontané se met en place autour de moi, y compris de voisins que je ne connaissais pas. L'un d'eux cuisine chaque mardi un plat pour ma famille et le dépose devant notre porte. Je suis bien entourée, j'ai repris mon travail de journaliste et pourtant je sens que je me replie sur moi-même. », explique Diane co-fondatrice des petites cantines, dont la première ouvre le 1er décembre 2016 à Lyon.

Les petites cantines sont des lieux participatifs, de rencontres et de convivialités entre voisins. Les repas sont à prix libres. Chacun donne, mais donne ce qu'il veut. « Je donne-je reçois », c'est le muscle du lien social explique Diane dans le film de présentation de ce projet. Aujourd'hui, plus de 14 cantines solidaires existent et 17 sont en montage sur l'ensemble du territoire national. Leur impact social fait l'objet de rapports annuels : Nous ne luttons pas contre la solitude, nous construisons des liens.

<https://www.lespetitescantines.org/>